

Point 35 – Compte administratif – Exercice 2018 – Budget principal et budgets annexes

Intervention : Mireille Pernot (Rezé)

Madame la présidente, chers collègues,

Au vu débats du jour et des interventions dans la presse ces derniers temps, nous pouvons observer les ambitions que portent les uns et les autres pour les prochaines élections. Mais avant de tirer un trait sur le mandat que l'on nous a confié en 2014 prenons le temps avec ce compte administratif d'évaluer la situation.

Outil d'évaluation indispensable de nos politiques publiques, ce rapport annuel donne à voir les politiques métropolitaines que nous protégeons et valide le processus budgétaire engagé par cette majorité. Processus que les élus communistes ont approuvé car il n'allait pas dans le sens du toujours moins de services publics.

Nous souhaitons d'emblée rappeler que, malgré tous les efforts du Gouvernement pour mettre les collectivités locales au diapason de l'austérité, en leur donnant des dépenses nouvelles, en leur retirant des financements ou en leur imposant des contrats sans contrepartie, cette année encore, Nantes Métropole a résisté.

Pour les communistes, il n'est pas question de se glorifier avec un bilan comptable plus qu'honnête et une action publique pour les habitants de notre agglomération portée à son maximum. Il n'est pas question de se féliciter du tout, car combien de logement aurions-nous pu construire ou isoler ? Ou combien de transports en commun aurions-nous pu lancer avec une véritable maîtrise de nos recettes ?

En nous imposant par le chantage, la « contractualisation avec l'Etat » qui limite l'évolution de nos dépenses de fonctionnement à 1,2% sans même jeter un œil à la démographie locale, ni prendre en compte les besoins du territoire, l'Etat impose sa vision ultralibérale à l'échelle de nos communes. Les 3,3 millions d'euros, repris cette année à notre budget, n'iront ni dans les hôpitaux ni dans les universités mais là où l'on refuse d'aller chercher les ressources fiscales : dans les paradis fiscaux et les portefeuilles des multinationales.

Nous devons avoir pleinement conscience que la démocratie locale est de plus en plus mise sous tutelle et à chaque occasion nous devons le rappeler à nos concitoyens.

Dans ce contexte, il est important de rappeler que notre majorité se met aux services des besoins d'action publique et collective qui s'accroissent. Les habitants de notre agglomération attendent donc de Nantes Métropole de maintenir et améliorer l'accès aux services publics. C'est pour cela que les dépenses consacrées directement au service public représentent près 737 millions d'euro et 70% du total des dépenses.

Nous voulons une ville pour toutes et tous, pour autant, nos objectifs de réduction des inégalités se heurtent à une société qui les accroît plus vite que nous ne pouvons les résorber. La précarisation de l'emploi, la hausse de la facture énergétique et la maîtrise des prix de l'immobilier sont les défis qui nous attendent demain pour lutter contre les inégalités.

Nous avons fait le choix de développer et d'investir dans les atouts de la métropole tout en préservant la qualité de vie des habitants. Les dépenses d'investissement soulignons-le ont ainsi atteint les 372 M€ soit 2,75% de plus d'en 2017. Ce haut niveau d'investissement, implique d'avoir des équipes qui puissent être en capacité de les mettre en œuvre, de les suivre et de les évaluer dans les temps. De nombreux services sont aujourd'hui en sous capacité, des efforts en matière de recrutement sont encore nécessaires pour la bonne réalisation des projets. Pour ce qui concerne les départs à la retraite, le recrutement des remplaçants doit être anticipé, ne nous laissons pas dicter l'évolution de nos dépenses de fonctionnement par monsieur Darmanin.

Pour conclure, je vous le dis, notre groupe est fier de porter les réalisations, les projets et l'esprit dans lequel ce budget a été exécuté et porté par une majorité de gauche qui a su se rassembler autour de ses valeurs.

Je vous remercie de votre attention.